

Marseille, Corse : un diagnostic criminel

NOUVEL ECONOMISTE
29/11/12

La vague criminelle n'est pas à prendre à la légère

Maints symptômes le démontrent : depuis des mois, une vague criminelle enfle en France - et risque fort de déferler en 2013. Pourquoi ? Comment ? Que faire pour l'éviter ? Tel est notre sujet ; mais d'abord, prévenons ceux qui conduisent la sécurité intérieure, politiques, hauts fonctionnaires, préfets et commissaires, de ne pas prendre ce diagnostic à la légère. Qu'ils nous épargnent leur usuelle métaphore du "cambouis" - *"Raufeur élucubre dans son bureau et nous, on est sur le terrain, les mains dans le cambouis"*.

Qu'ils méditent ceci : raisonnablement, prudemment, l'expert prévoit, fournit des perspectives, propose des issues. En témoigne une étude des *Cahiers de la Sécurité* (juin 2007, Institut national des hautes études de la sécurité). Intitulée "Des bandes délinquantes juvéniles au crime organisé violent", elle annonce la mutation de bandes de cités vers le grand banditisme - ce qui advint peu après.

Qu'ils songent aussi que - les premiers, longtemps les seuls - nous avons prévu l'effondrement du terrorisme jihadi en Europe. De fait, durant l'année 2011, il n'y a pas eu un attentat islamiste en Europe - pas plus en 2012. Tout cela, les lecteurs du *Nouvel Economiste* ont pu le lire depuis 2009, dans ces colonnes mêmes.

Mais avant tout, l'expert pose un diagnostic. Le voici. Marseille : la police et la justice y sont en roue libre. Trois milieux criminels (corso-marseillais, beur et nomade) s'y livrent à leur aise à des guerres territoriales, par déficit sévère de renseignement opérationnels côté forces de l'ordre. Rappel : à Paris, 70 experts recueillent chaque jour des informations pointues, permettant souvent d'anticiper l'acte criminel ou terroriste. A Marseille, juste sept ou huit policiers - pour une ville bien plus vaste que la capitale. Pourquoi ? C'est sans doute que durablement, à Marseille, "on" a préféré ne pas savoir.

Car de longue date, la corruption ronge l'appareil policier régional. Et pas les seuls sous-fifres de la BAC nord : pourquoi, accusent en effet les magistrats locaux, n'y a-t-il pas eu à Marseille une grosse saisie de cocaïne depuis trois ans ? Par quel miracle

de gros voyous - quatre selon nos sources, en 2012 - ont-ils pu "s'arracher" à l'aube de leur cachette, les policiers investissant peu après une planque tout juste désertée, n'y palpent qu'un lit encore chaud ? Un officier de base peut-il "arranger" de telles manigances ?

La Corse : ce qu'il advient en Corse ces dernières années est limpide pour le criminologue. A grands traits : trois décennies durant, un milieu criminel clanique - insistons, il n'y a pas de "mafia" en Corse - domine l'île. Très protégés à Paris, quelques gros gangs se partagent alors l'île, fondant aussi en Afrique et aux Amériques (Brésil, Caraïbes) de lucratifs "empires". Leurs protections parisiennes s'affaiblissent dans les années 2000, les crocodiles criminels commencent à se gêner dans le marigot insulaire : les as-

L'expert pose un diagnostic. Le voici.

Marseille : la police et la justice y sont en roue libre. Trois milieux criminels (corso-marseillais, beur et nomade) s'y livrent à leur aise à des guerres territoriales, par déficit sévère de renseignement opérationnels côté forces de l'ordre

sassinats sélectifs débutent. Après l'élection présidentielle de mai 2012, l'ancien système criminel explose, ses barons, facilitateurs et complices tombent comme des mouches. En prime, des arrestations de "poids lourds" à Paris, dans les affaires de cercles de jeux. Ici, une seule question : quelle décisive protection disparaît alors ? Quel "juge de paix" perd-il à ce moment toute capacité d'alerte, d'arbitrage, de pacification ? Telle est aujourd'hui la seule question qui vaille. Y répondre permettra de restaurer l'Etat de droit en Corse. Notre pronostic : et à Marseille aussi, par la même occasion.

Le diagnostic posé, voyons maintenant que ne pas faire.

Erreurs conceptuelles : résidu soixante-huitard de longue date disparu des grands Etats de droit, une scholastique, la "culture de l'excuse", hante encore certains médias parisiens. Sempiternellement, elle y radote la même idéologie. Exemple : "La prison est toujours l'école du crime" (*Le Monde*, 11 août 2012). C'est le sujet d'un "petit livre incontestable", s'extasie le quotidien. On y prône de vider les prisons de quelque 20 000 malfaiteurs détenus pour moins

d'un an, et bien sûr, de massivement recourir au travail social.

Or c'est inepte :

- chacun sait que le travail social est impraticable dans les cités hors-contrôle, d'où sont bien sûr issus l'immense majorité des bandits,
- Il est de longue date prouvé que la prison n'est pas plus l'école du crime pour tous les détenus, qu'un cours du soir pour ouvriers d'usine ne leur permet à tous de devenir cadres. Groupe humain banal, le Milieu ne compte en son sein qu'une minorité s'éduquant pour gravir l'ascenseur social. Donc "école du crime" oui, mais pour une impalpable minorité statistique.

- En revanche, l'incarcération permet ce que la criminologie nomme "incapacitation sélective". Simple-

ment : si on détient un an un cambrioleur commettant d'usage 20 cambriolages par an, cela soulage la population (et les statistiques) de 20 cambriolages.

Or Mme Taubira propage ces

calembredaines, réduisant d'emblée à néant toute action positive du ministère de l'Intérieur.

Agir ou communiquer : hypnotisés par les médias, nos dirigeants politiques conçoivent désormais toute riposte en terme de communication. Cela impressionne peu le public - qui jauge les promesses à l'aune de sa sécurité quotidienne - et produit sur les criminels un effet déplorable. En prime, cela dérouté les policiers et gendarmes de terrain.

- Quand un ministre passe son temps à courir d'un homicide à l'autre et à juger tout cela "insupportable" ou "intolérable" selon les jours, cela suggère au milieu (où domine le prédateur réaliste) qu'il a affaire à un faible, réduit à compter les coups, ce qui l'enchanté.

- Quand les forces de l'ordre apprennent l'instauration de "Zones de sécurité prioritaires", elles attendent un mode d'emploi clair et précis : que s'y passera-t-il ? Qu'y fera-t-on ? Quelles consignes ? Faute de quoi, on est dans le simulacre. Or, semble-t-il, ce plan d'action précis tarde à venir...



XAVIER RAUFER

Maints symptômes le démontrent : depuis des mois, une vague criminelle enfle en France - et risque fort de déferler en 2013. Pourquoi ? Comment ? Que faire pour l'éviter ?